



**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

*Un Peuple – Un But – Une Foi*

-----  
**MINISTERE DE LA JUSTICE**

-----  
**DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE**

**COMPTE RENDU DE LA REUNION AFRIQUE-MOYEN-ORIENT  
DU PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT  
au Kenya**

Nairobi du 25 au 27 mars 2025

Photo de famille avec les différentes délégations des pays.

## **I. Introduction**

Le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) comme défini, est une initiative multilatérale qui s'engage à rendre les gouvernements plus ouverts, responsables et réactifs. Il vise également à promouvoir la transparence de l'action publique, la participation civique et l'innovation technologique afin de donner aux gouvernements les moyens de mieux servir et de défendre les valeurs démocratiques.

Le Sénégal, dans sa volonté affirmée de promouvoir la Bonne Gouvernance, a été admis au PGO en juillet 2018, après avoir satisfait aux critères d'éligibilité.

Aussitôt, un Comité national paritaire placé sous l'autorité du Ministre chargé de la Promotion de la Bonne Gouvernance et co-présidé par le point focal de la société civile a été mis en place pour conduire le processus de mise en œuvre. Le Comité PGO est composé de neuf (9) représentants de l'administration et de neuf (9) représentants de la société civile.

Présentement un deuxième plan d'action national est cours d'exécution.

Ainsi, dans le cadre de son Programme d'Appui aux Gouvernements Ouverts francophones (PAGOF), l'Agence française de Développement (AFD) à travers Expertise France a mis en place un dispositif technique et financier pour accompagner particulièrement le Sénégal et les autres pays Francophones dans l'élaboration et mise en œuvre de leurs plans d'action.

C'est dans cette perspective qu'une réunion régionale pour l'Afrique-Moyen-Orient a été organisée à Nairobi au KENYA du 25 au 27 mars 2025.

Cette initiative ô combien important dans l'agenda du gouvernement ouvert se tient chaque année depuis 2012 et réunie des champions du gouvernement pour échanger

des expériences, de partager des meilleurs pratiques et d'aborder les principaux défis politiques avec des partenaires et décideurs du monde.

Le Sénégal a été représenté par les membres du comité national de pilotage du PGO dont les noms suivent :

**M. Alassane GUEYE**, Directeur de la Promotion de la Bonne Gouvernance, représentant le Ministre de la justice, Garde des Sceaux et par ailleurs point focal du PGO au Sénégal ;

**M. Abdoulaye NDIAYE**, Chef de Projet à Article 19, point focal des organisations la société de la civile dans le comité national ;

**M. Saliou DIOP**, chef de Division de veille, stratégie, Etude et recherche Action à l'OFNAC.

**M. Diafara SEYE**, Conseiller technique du Ministre des Finances et du Budget ;

**M. Mame Latyr FALL**, représentant le forum civil section transparence Sénégal ;

**Mme Thioro SARR**, représente du COSEF ;

**Mme Fatou Kiné FAYE**, Cheffe de Division de la communication et du Partenariat à la Direction de la Promotion de la Bonne Gouvernance ;

**M. Abdoul DIAO**, chef de Division de la gouvernance institutionnelle à la Direction de la Promotion de la Bonne Gouvernance.

Outre cette délégation, étaient présents les différents pays membres du PGO, ainsi que des fonctionnaires des gouvernements, des leaders de la société civile, des cadres du secteur privé, des décideurs politiques et des partenaires mondiaux.

Au total près 500 invités ont participé à cette réunion dite Afrique-Moyen-Orient.

## **II. DEROULEMENT DE L'ÉVENEMENT**

La réunion a alterné des travaux en plénière (exposés, état des lieux, échanges d'expériences) et parfois des sessions en groupes de travail pour relever les étapes méthodologiques dans le processus de définition des engagements des plans d'actions de certains pays comme le Sénégal, le Maroc, la Tunisie etc.

Le premier jour, le 25 mars 2025 a été marqué par une plénière au cours de laquelle les participants ont saisi des opportunités de partage d'expériences et de discussions sur l'avenir du PGO. L'objectif visé était d'explorer des approches de gouvernement ouvert pouvant être exploitées pour renforcer la confiance et le contrat social entre les acteurs.

Sur ce, des groupes de discussions ont été formés autour des défis suivants :

- comment développer des positions de valeurs dans la mise en œuvre de l'OGP ;
- la création d'un cadre multi-acteurs de dialogue entre les acteurs du gouvernement ouvert et les organisations de la société civile ;
- l'utilisation des plans d'actions dans les différents pays ;
- la mise en place de mécanismes de pour un changement vers le numérique ;
- la promotion de l'accès à l'information dans l'espace civique ;

- l'alignement des plans d'actions aux gouvernements locaux.

La fin de la journée était consacrée à une cérémonie d'ouverture par des discours de :

**M. Aidan Eyakuze, PDG du PGO ;**

**M. le point focal de l'OGP du KENYA ;**

**M. le Secrétaire d'Etat du Département des affaires étrangères du KENYA.**

## **III. RESUME DES ACTIVITES**

La deuxième journée du 26 Mars 2025, manifestation a été riche en échanges. Elle a débuté par une plénière sur la gouvernance du numérique. Ce panel était animé par :

**Dr. Fola Adeleke**, directrice exécutive de l'observatoire africain sur l'IA ;

**Dr. Charity Wayua**, directrice, IBM recherche Afrique ;

**M. Winnifred Nafisah Mahama**, département du service d'information du Ghana ;

**M. Mame Latyr FALL**, forum civil du Sénégal ;  
**Fatou Diéry DIAGNE**, reporter, le Soleil Sénégal ;  
**Sarah Wesonga**, Article 19, KENYA.

Au cours de cette session, les intervenants sont revenus sur le développement des nouvelles technologies. Dans leurs discours, ils ont analysé aussi les impacts négatifs de l'utilisation des réseaux sociaux. Pour certains panélistes, le développement du numérique nécessite un préalable relatif à l'écosystème. Il s'agit de relever les défis liés à l'accès à l'internet et des données de qualité, de l'accès à l'énergie et la mise en place de cadres juridiques pour encadrer le dispositif, a soutenu notre compatriote **Mame Latyr FALL** du forum civil.

Cette remarque est partagée par le **Docteur Fola Adeleke** qui demande à l'Union africaine de développer une stratégie commune de protection des données et de l'alphabétisation numérique de l'éthique.

La suite de la journée a été accentuée par l'organisation deux panels, l'un portait sur l'accès à la justice et l'autre sur la lutte contre la corruption.

Pour le premier, **M. Abdoulaye NDIAYE**, d'Article 19, Sénégal et point focal de la société civile dans comité national du PGO s'est prononcé de manière générale sur contexte de l'accès à la justice en Afrique et plus particulièrement au Sénégal.

Sur ce, il est revenu sur les initiatives prises par l'Etat du Sénégal à travers la politique relative aux maisons de justice, la construction de tribunaux grandes instances et les boutiques de droit, créés par l'association des juristes du Sénégal (AJS). Il a expliqué que ces mécanismes ont permis plus ou moins de rapprocher la justice aux justiciables. Dans la même lancée, des expériences d'autres pays tels que la Sierra Léone, le Mozambique, du Kenya et le Ghana ont été partagées.

Ainsi, la question relative à la lutte contre la corruption a été abordée sous l'angle des leçons tirées de la passation des marchés ouvert, le système d'approvisionnement des gouvernements sur le plan électronique surtout du Kenya, du Nigéria et des bénéficiaires effectifs.

En dehors de ces problématiques, les efforts en matière de lutte contre la corruption de certains pays (Sénégal, Malawi, Ouganda) ont fait l'objet d'échanges.

A ce titre, **M. Saliou DIOP**, de l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption est revenu de manière brillante sur les réussites de l'OFNAC en mettant en

exergue la loi 24-06 du 09 février 2024 modifications et remplaçant les dispositions des articles 2 à 22 de la loi n° 2012-30 du 28 décembre 2012.

#### **IV. SESSION DE HAUT NIVEAU**

La suite de la journée s'est achevée par l'organisation d'une session de haut niveau sous forme de table-ronde ministérielle régionale. Le but de cette rencontre est de favoriser un dialogue sur la nécessité des réformes et l'engagement politique des pays à renforcer le leadership et la durabilité du PGO.

Pour se faire, des recommandations phares ont été prises. Il s'agit entre autres de/d' :

- promouvoir des réformes sur les infrastructures ;
- mettre l'accent sur la formation et la qualité des ressources humaines ;

- encourager l'engagement politique à long terme ;
- promouvoir l'innovation et le développement des stratégies de gouvernance ;
- tirer de l'action collective pour face aux défis du numérique.

Au cours de cette réunion, la voie du Sénégal était portée par **M. Alassane GUEYE**, représentant, le ministre de la justice, Garde des Sceaux par ailleurs point focal du PGO au Sénégal.



Le Docteur Alassane GUEYE, Directeur de la Promotion de la Bonne Gouvernance lors de la rencontre de haut niveau, représentant le Ministre de la justice, Garde des Sceaux.

En prenant la parole, le M. GUEYE est revenu sur la volonté exprimée par le Son Excellence le Président de la République du Sénégal a adopté la loi sur l'accès à l'information, de la loi portant élargissement de la déclaration de patrimoine et celle relative à la protection des lanceurs d'alertes.

Il a été noté également la présence de hautes personnalités lors de cette table-ronde ministérielle régionale. Il s'agit de :

- **M. Musalia Mudavadi**, Secrétaire général du cabinet du Ministre des Affaires étrangères de la République du Kenya ;
- **M. Mathias TRAORE**, Ministre de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale du Burkina fasso ;
- **S.E Princesse Kasune**, Ministre de la justice de la Zambie

- **M. Johny Tarkpah**, Vice- ministre de l'information et de l'éducation civique de la Sierra Leone.

## **V. RESUME DES ACTIVITES DE LA TROISIEME ET DERNIERE JOURNEE**

Cette journée était décisive et riche en échanges. Les participants ont eu l'honneur de prendre part au Panel sur la : transparence et intégrité financières.

En effet, l'expansion de l'ouverture budgétaire reste une urgence pour rétablir la confiance entre les citoyens et leurs gouvernements. Bien que de nombreuses réformes soient en cours pour atteindre une plus grande ouverture, les défis de la transparence restent insuffisants en matière de gestion des finances publiques.

Pour les panélistes, la modernisation des finances s'impose à travers la digitalisation des procédures. Selon-eux, les Etats doivent mettre en avant la participation citoyenne et soutenir les médias.

Un autre défi soulevé par les panélistes, c'est, celui de la déclaration de patrimoine. Sur ce, les participants ont félicité le Sénégal pour les efforts fournis dans ce domaine au cours de ces dernières années.

Cette session était animée par **M. Zoro Epiphane Ballo**, président de la Haute autorité pour la bonne Gouvernance de la Côte d'Ivoire et l'**honorable Lucy Akello**, députée du Parlement de l'Ouganda.

La fin du séjour a été marquée par des séries de rencontres avec des partenaires tels que les gouvernements, les organisations nationales et internationales de la société civile, les organisations multilatérales.

C'est ainsi que la délégation du Sénégal a été reçue par :

- l'Agence française de développement (AFD) et le groupe expertise France ;
- les autorités du Programme d'Appui aux Gouvernements Francophones (PAGOF) ;
- le responsable de l'aide publique au développement dans le cadre du PGO.

Visite de la délégation à Son Excellence M. Ndongo DIENG, Ambassadeur du Sénégal au Kenya et Représentant permanent auprès des Nations unies.

Ces rencontres ont permis de faire une situation de la mise en œuvre du PGO au Sénégal et les perspectives.

C'est dans une ambiance de forte sensation et d'espoir que les travaux de cette réunion régionale Afrique-Moyen-Orient du PGO sont terminés, le 27 mars 2027 à 17h. Au cours de cette rencontre de trois jours, les gouvernements et leurs délégations se sont engagés pour un meilleur portage politique du gouvernement ouvert.

Au Sénégal, l'idée mise en avant, est celle du Parlement Ouvert, l'adhésion des collectivités territoriales au PGO local.

En perspectives d'élaboration du troisième plan d'action national des pistes d'engagement ont été proposées, il s'agit de :

- l'accès à la justice aux citoyens ;
- l'environnement et la transition écologique ;
- l'ouverture du registre des bénéficiaires effectifs ;
- la digitalisation des procédures administration.



Photo de clôture

**Fait, le 29 mars 2025, à Dakar, par Monsieur Abdoul DIAO, juriste-conseil, chef de division de la gouvernance institutionnelle à la Direction de la Promotion de la bonne gouvernance, membre de l'unité opérationnelle du PGO au Sénégal.**